

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
23 janvier 2024
Français
Original : arabe

Assemblée générale
Soixante-dix-huitième session
Point 34 de l'ordre du jour
La situation au Moyen-Orient

Conseil de sécurité
Soixante-dix-neuvième année

**Lettres identiques datées du 21 janvier 2024, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de la République arabe syrienne auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement et comme suite aux lettres que nous avons adressées au sujet des actes d'agression répétés commis par Israël contre le territoire syrien, je tiens à vous informer de ce qui suit :

Le 20 janvier 2024 vers 10 h 30, l'entité israélienne a mené une attaque aux missiles depuis le Golan syrien occupé contre la ville de Damas, visant un immeuble résidentiel du quartier de Mazzé, au cœur de la capitale. Elle a occasionné plusieurs morts parmi des civils, entraîné l'effondrement total du bâtiment et endommagé des immeubles à proximité. Il s'agit d'un acte barbare qui ébranle la conscience humaine et porte atteinte au droit humain le plus fondamental, celui de vivre en sécurité.

La pratique des meurtres, des destructions et du génocide est maintenant devenue une politique établie, qui conduira à des catastrophes majeures dans la région et dans le monde si l'on n'y prête pas attention. Le Gouvernement et l'armée de l'entité sioniste reproduisent le même schéma qu'à Gaza, détruisant des habitations, tuant des innocents, déplaçant la population vers d'autres villes, s'en prenant indéniablement aux infrastructures dans les pays qui s'opposent à leurs politiques. Ils savent que le quartier qu'ils ont attaqué à Damas comprend de nombreux bâtiments diplomatiques et des bureaux des Nations Unies, ce qui met en péril la sécurité des missions et du personnel des Nations Unies, en violation flagrante des dispositions de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques.

La Syrie demande à l'Organisation des Nations Unies d'amener l'entité sioniste à cesser ces attaques odieuses contre des civils innocents et des bâtiments civils, qui portent atteinte à l'Accord sur le dégagement des forces de 1974, aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment aux résolutions [242 \(1967\)](#), [338 \(1973\)](#) et [497 \(1981\)](#), aux dispositions du droit international et du droit international humanitaire applicables et aux buts et principes de la Charte des Nations Unies.



Le signalement par la Syrie des actes fascistes commis par l'entité sioniste israélienne contre ses citoyens et ses infrastructures ne suscite aucune condamnation. Nous nous demandons combien de femmes et d'enfants devront mourir avant que l'ONU n'assume son rôle consistant à faire cesser ces attaques contre la Syrie et à demander des comptes aux criminels de guerre israéliens qui menacent de poursuivre l'escalade dans la région en recourant à un génocide, auquel le monde s'était engagé à mettre fin par l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948.

Les propos tenus par les criminels de guerre sionistes, dont le Premier Ministre qui est dépourvu de toute valeur humanitaire ou morale et a déclaré que son entité resserrerait son emprise sur l'ensemble de la région, du fleuve à la mer, ne font que confirmer la démarche fasciste, le déni des droits et de l'existence des peuples, ainsi que le génocide et le nettoyage ethnique pratiqués par Israël, au mépris du droit international et des instruments internationaux.

La République arabe syrienne prie instamment l'Organisation des Nations Unies et notamment le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale et les autres organes compétents de s'acquitter de leurs responsabilités, de mettre un terme aux attaques fascistes israéliennes et de les condamner, d'amener les responsables de ces actes à en répondre, de prendre des mesures pour éviter qu'elles ne se reproduisent et de veiller à l'application des résolutions pertinentes des organes de l'ONU. Elle prévient que le mutisme observé par la communauté internationale face à la machine de mort et de destruction israélienne débridée aura inexorablement des retombées dangereuses sur la sécurité de la région et du monde et souligne que tôt ou tard, cette entité paiera le prix de ses crimes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 34 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(Signé) Alhakam **Dandy**
